
Agricultures urbaines : diversité des formes et fonctions

Intervenante : Giulia Giacchè (coordonne EXP'AU)

Animateur.rice : Sibylle Parant (EPA Paris Saclay) // **Secrétaire** : Cassandre Palies (Terre et Cité)

Noms des participant.e.s

- Jean-Paul Mordefroid (adjoint au maire de Verrières-le-Buisson, porteur d'un projet de restauration des terres agricoles sur la commune et membre du groupe d'action locale LEADER)
- Philippe Wasselin (Club des entrepreneurs)
- Danielle Gardrat (Responsable direction de l'urbanisme prospective, Saint-Quentin-en-Yvelines)
- Séverine Nicoleau (Directrice développement urbain et agriculture, Marcoussis)
- Cyril Girardin (Ingénieur INRAE)
- Françoise Balthazard (Adjointe au maire, Saint-Aubin)
- Alexandre Pery (Directeur de la Recherche, de l'Innovation et du Transfert Technologique, AgroParisTech)
- Christophe Montagnier (INRAE)
- Pascale d'Anfray (Présidente AMAP de Verrières-le-Buisson et de l'association TVB)
- Fanny Provent (Chaire Agricultures Urbaines AgroParisTech)
- Lucie Espinosa-Brisset (Chercheuse INRAE AgroParisTech)
- Violaine Athes (Ingénieure de recherche AgroParisTech)
- Morgane Le Coeur (Chargée de mission au Triangle Vert)
- Françoise Martin (ADVMC)
- Maïa David (Co-coordinatrice de C-BASC, économiste, Université Paris-Saclay)

Principaux éléments de l'atelier

- Trois caractéristiques à l'Agriculture Urbaine (AU) : **sa localisation, ses liens fonctionnels et des acteurs à la fois professionnels et non professionnels**. Variété de formes et diversité de fonctions de l'AU
- **Deux actions par EXP'AU** : un itinéraire méthodologique METHEXPAU et un projet de recherche action SEMOIRS
- Les modèles économiques ne sont pas stabilisés. Certains projets n'ont pas les moyens de rémunérer les personnes qui y travaillent. - Exemple spécifique le projet d'insertion : Les Jardins de Cocagne.
- Production forte l'été mais peu de consommateurs. Cela pose la question de la transformation comme à Marcoussis. Idéal est que cet outil de transformation soit mobile.
- Outils : PARCEL (calculer la surface dont une commune aurait besoin pour une alimentation de base), CRATer (compare la résilience alimentaire des territoires)
- Les défis principaux : connaître les motivations, rendre le foncier disponible, connaître la qualité des sols. Les collectivités de plus en plus intéressées aux thématiques de reterritorialisation de l'alimentation (AU plus fonction de sensibilisation que d'approvisionnement)
- Problème de l'acceptabilité des serres en maraîchage ou aquaponie dans les sites installés dans le tissu urbain.

- 4 ha en expérimentation à AgroParisTech : transformation valorisation déchet, grande culture en micro parcelle, 2 hectares en maraîchage, 1 hectare en démonstration.

Compte-rendu des échanges

Giulia Giacchè définit le cadre de la présentation, l'AU est considérée comme une agriculture en ville et en périphérie.

Il existe une autre définition qui vient ajouter d'autres aspects à l'AU : une agriculture qui est pratiquée mais aussi vécue à la fois par des agriculteurs et des habitants.

Il y a trois caractéristiques à l'AU : **sa localisation, ses liens fonctionnels et des acteurs à la fois professionnels et non professionnels.**

Il y a également une variété de formes : jardins ouvriers, jardins participatifs, micro-ferme, écopaturage, ruchers urbains.

Toutes ces formes ont une **diversité de fonctions** : valorisation d'espace en promouvant des interactions sociales.

Cependant, l'agriculture urbaine rend des services mais peut aussi poser problème.

EXP'AU (Expertises en Agricultures Urbaines – Agroparistech Innovation) a développé un **itinéraire méthodologique** pour orienter les acteurs à choisir des formes pertinentes en fonction de l'espace disponible et des attentes. Des thématiques prioritaires ont été identifiées à prendre en compte avant de démarrer un projet (ex : un projet s'insère dans une ville et un quartier : quelles sont les attentes des potentiels bénéficiaires ?). L'itinéraire METHEXPAU est accessible et téléchargeable en ligne gratuitement depuis [le site de la QUAE](https://www.quae.com/produit/1744/9782759235124/developper-des-projets-d-agriculture-urbaine-avec-l-a-methode-meth-expau) : <https://www.quae.com/produit/1744/9782759235124/developper-des-projets-d-agriculture-urbaine-avec-l-a-methode-meth-expau>

L'idée est de toujours s'intéresser à un sujet en particulier mais avec des référentiels.

Projet de **recherche action SEMOIRS** : évaluer les bénéfices écosystémiques rendus par les micro fermes.

Le [rapport est accessible sur HAL](#) ou le replay du webinaire est disponible sur [Youtube](#). Les agricultures urbaines rendent des services écosystémiques à la ville cependant il faut nuancer ces résultats au regard de leur emprise et fonctionnement. Ex. Il a été remarqué qu'il y a des amendements organiques très importants, une bonne capacité de stockage du carbone (supérieur aux terres agricoles) mais il faut relativiser car cela représente une petite surface.

Questions, réponses et discussion

Un.e participant.e remarque que la présentation fait écho aux enjeux rencontrés par le projet en développement sur sa commune.

Un.e participant.e mentionne la main-d'oeuvre comme élément important à prendre en compte, permettant peut-être de recruter des gens, notamment des personnes en situation de précarité (emplois aidés au titre du handicap ou de l'insertion par exemple). Est-ce que ça donne de l'emploi ?

Giulia Giacchè explique que dans les exemples connus, les emplois à temps pleins ne sont pas nombreux, il y a une forte implication du bénévolat. Les **modèles économiques ne sont pas stabilisés. Pour le moment certains projets n'ont pas les moyens de rémunérer les salariés (saisonnalité des activités, difficultés de faire rémunérer certains services).**

Un.e participant.e développe le modèle des **Jardins de Cocagne**. C'est un modèle économique qui est basé

sur les aides sociales à l'insertion. Les gens qui sont employés ont eu des parcours de vie compliqués et peuvent, grâce à ces postes, se réinsérer dans le monde du travail dans un contexte porteur pour certaines personnes : circuits courts, travailler la terre etc. Aujourd'hui l'antenne parisienne se situe à Vauhallan. Ils ont d'autres sites mais le site de Vauhallan est important car il y a l'équipe administrative et les potagers.

Un.e participant.e mentionne les potagers de Marcoussis, une entreprise d'insertion, avec une idée d'insertion et de transformation mais pas basée sur le même modèle économique.

Un.e participant.e ajoute qu'il est intéressant de constater que ces entreprises bénéficient de l'accompagnement social qui existe sur ces formes d'insertion et de réemploi, ça diminue d'autant le prix des légumes.

La majorité des participants répond que ce n'est pas toujours le cas et que le circuit court est tout de même très cher.

Un.e participant.e donne l'exemple de son AMAP, fourni par les Jardins de Cocagne. Les produits sont au prix du bio, avec une aide solidaire grâce à une subvention de la région.

Un.e participant.e précise qu'il faut aussi souligner que, dans ce modèle, certains travailleurs ne sont pas au même niveau de productivité. Ce n'est pas forcément l'objectif du projet. En supplément, de plus en plus de structures en agriculture visent à faire le lien de la fourche à la fourchette. Il y a des synergies qui peuvent être très différentes.

Un.e participant.e évoque son expérience au sein de la première épicerie participative (EPI) à Châteaufort, avec un potager participatif. C'est très dur de le faire vivre. Il y a quand même une centaine de familles adhérentes de l'EPI et pourtant il y a très peu de monde au potager. Je pense que ça dépend du niveau social des gens. Je suis désolée de dire ça mais quand on a affaire à beaucoup de cadres qui n'ont pas le temps et qui n'y connaissent rien au jardinage, c'est très dur de les accompagner. Nos paniers sont à 2 euros car c'est juste les gens qui travaillent dans le potager.

Giulia Giacchè demande l'emprise de ce potager. **La participante** répond 1 hectare, il y a des gens qui participent et qui encadrent mais ce n'est pas facile. Elle explique ne pas savoir si c'est quelque chose de viable partout.

Un.e participant.e ajoute que cela repose beaucoup sur des individus.

Un.e participant.e demande si le potager est en place depuis longtemps ? **La participante** répond qu'il existe depuis 2016

Un.e participant.e demande si les motivations des adhérents sont connues. **La participante** répond qu'il s'agit un peu du lien social, l'idée qu'on n'est pas là pour faire des bénéfices, on a des produits de producteurs locaux, du bio, du raisonné, pas cher. On a essayé quand on avait trop de productions d'aller voir les anciens du village qui nous ont dit qu'ils allaient au supermarché.

Un.e participant.e demande combien de personnes sont touchées. **La participante** répond que 110 personnes sont touchées sur l'EPI.

Un.e participant.e explique que c'est un modèle particulier de cultiver en collectif sans être adossé à un modèle économique qui chercherait à sortir un salaire et qu'ils essaient chaque année d'avoir un achat de graines par les 2 euros du panier. Chaque semaine il y a une équipe avec des animateurs qui fait le tour du potager, le samedi matin il y a 20 ou 30 paniers disponibles. L'Epi fait face à une particularité qui est une **problématique de l'Île-de-France : on produit beaucoup l'été mais il y a peu de consommateurs. Cela pose la question de la transformation, d'où l'intérêt particulier le modèle de Marcoussis.**

Un.e participant.e demande si c'est aussi l'entreprise d'insertion qui gère la transformation à Marcoussis ?

L'assemblée répond positivement.

Un.e participant.e explique que du point de vue de la transformation, ce qui nous intéresse en tant que chercheurs c'est de travailler sur des outils de transformation mobiles, adaptables à des échelles.

Un.e participant.e demande si Marcoussis fonctionne uniquement sur son surplus ou s'ils collectent.

Un.e participant.e répond qu'ils offrent leurs outils pour l'extérieur. Ils sont sollicités ponctuellement pour transformer. Il ajoute que cela démontre tout **l'intérêt d'avoir un outil de transformation dans un territoire. L'idéal c'est que ce soit mobile mais ça permet de drainer sur 10/15 km à des surplus.**

Un.e participant.e imagine qu'au niveau de la mobilité, ce serait intéressant de faire de la soupe, du jus de fruit, une souperie mobile par exemple !

Giulia Giacchè informe les participants que dans le cadre d'un projet lauréat du PNA une étude des formes d'agricultures urbaines couplant des activités de production et transformation a été réalisé et un GUIDE faisant état de la diversité des projets et leurs modes de fonctionnement est en cours de réalisation.

Un.e participant.e présente l'outil **PARCEL**¹, développé par TERRE DE LIENS en collaboration avec la Fédération Nationale de l'Agriculture Biologique (FNAB) et le BASIC, permettant d'entrer notre commune et de **calculer la surface dont on aurait besoin pour une alimentation de base**. Par exemple, la commune de Saclay permet de nourrir 50% de sa population contre 1% pour Palaiseau !

Giulia Giacchè présente aussi l'outil **CRATER**², créé par l'association Greniers d'Abondance. Un peu similaire à PARCEL. En quelques secondes, cela calcule la capacité d'un territoire à être résilient. Cependant ces outils sont à utiliser avec une certaine précaution.

Un.e participant.e demande pourquoi est-ce si faible pour Palaiseau. L'assemblée répond qu'il n'y a pas de terres agricoles.

Un.e participant.e évoque un autre débat sur l'agriculture, où était ressorti l'importance qu'avaient eu les EPI comme moteur pour aider à l'installation des binômes d'agriculteurs qui ne peuvent s'en sortir que parce qu'il y a un circuit court qui valorise leur production.

Un.e participant.e ajoute qu'en effet, aujourd'hui, on a des fermes municipales portées par des communes qui s'installent mais qui s'engagent d'autant plus facilement qu'il y a déjà des circuits courts en place. Ils n'ont pas à se préoccuper d'aller faire des marchés par exemple. Il y a déjà une grande partie de la production qui est directement orientée vers les consommateurs. C'est vertueux. C'est assez intéressant car ce n'est pas quelque chose qui était prévu. Les EPI ne pensaient pas à ça.

Un.e participant.e précise cependant que le modèle économique du plateau de Saclay a ses limites. Il s'agit de terres appartenant à la commune avec en plus un bâtiment remis à grand frais. Ca, tout le monde ne peut pas se le payer et deuxièmement une commune ne fera qu'une ferme ! Attention, ce modèle est sympathique mais d'un point de vue strictement alimentaire, il présente des limites.

Un.e participant.e ajoute qu'en plus de cela, il faut trouver les maraîchers.

Un.e participant.e partage l'expérience d'une commune qui avait embauché un maraîcher pour animer le potager, mais ça n'a pas duré longtemps, le maraîcher est parti.

Giulia Giacchè : Pour certains projets, les collectivités font des contrats d'objectifs car la commune a des attentes, et il y a une tentative de les faire converger (ex. Ville de Gennevilliers pour le site de l'agrocité).

¹ <https://parcel-app.org/>

² <https://crater.resiliencealimentaire.org/accueil>

Un.e participant.e soulève que ces différents retours d'expériences montrent à quel point la motivation est un élément crucial. Il est important de **connaître les motivations**. De plus, on parle beaucoup de production alimentaire mais il y a aussi l'aspect social avec comme objectif de mettre de la culture dans les quartiers, de créer du lien.

Un.e participant.e explique qu'en tant qu'ingénieur chercheur sur la science du sol, il faut aussi prendre en compte la **teneur des sols** ! Aujourd'hui dans des projets d'aménagement on ne tient pas suffisamment compte de la qualité des sols.

Un.e participant.e demande si la teneur des sols a été étudiée pour les différentes formes de l'AU.

Giulia Giacchè répond que oui, et l'AFAUP aussi. Cela révèle des formes hybrides.

Un.e participant.e pose la problématique du foncier, qui est importante : Comment **rendre le foncier disponible** ?

Un.e participant.e ajoute que l'on peut aussi se questionner par rapport à la crise énergétique, et qu'il est ainsi intéressant d'ajouter une colonne sur le bilan carbone. Cela permet quand même de mobiliser des petites parcelles et en région parisienne c'est peut être intéressant et on pourrait multiplier ça. Pour la ferme de Magny-les-Hameaux cela a été vertueux car aujourd'hui, il y a 5 personnes sur la ferme.

Un.e participant.e évoque aussi l'exemple de la ferme de Gisy à Bièvres, où il y a eu une grande diversification d'agriculture.

Un.e participant.e mentionne que sur la question du maraîchage, il n'y a pas de projets de maraîchage sans serre et **le problème des serres c'est le problème de l'acceptabilité par les habitants**. Il faudrait qu'on travaille là-dessus. Il y a des élus qui font marche arrière à cause de ça.

Giulia Giacchè évoque l'exemple du projet [Micropousse à Paris](#) (le projet proposé par Paysans Urbain pour le réservoir de Charonne), les habitants étaient défavorables et le projet a été réduit de 2/3, des bandes fleuries ont été laissées à côté des habitants.

Un.e participant.e explique qu'à l'INRAE il y a des personnes qui s'occupent des microfermes urbaines. L'idée est de trouver l'équilibre entre du maraîchage, des petits fruits, des ruches etc pour essayer d'avoir un modèle qui se tient, qui s'autoalimente et qui soit viable au niveau économique. On peut aussi penser au modèle de la permaculture : dans un sujet suivi par l'INRAE, le challenge est de produire 50 000 euros de revenus annuels sur 1000 m².

Un.e participant.e demande pourquoi ne pas réaliser plus de formations sur la permaculture, et une ferme d'expérimentation à AgroParisTech.

Un.e participant.e répond qu'il y a eu des demandes d'expérimentations, mais pas de financement.

Un.e participant.e précise qu'il y a des choix qui se font à AgroParisTech. A Grignon, il y a déjà des expérimentations, mais il n'est pas possible d'être sur toutes les problématiques.

Un.e participant.e ajoute que le campus a été posé sur seulement 4 hectares. Il y a des discussions en cours avec l'EPAPS pour avoir une parcelle de 8 hectares à l'extrémité du campus, avec un hectare à visée jardin collectif. C'est un espace en coconstruction avec l'EPAPS, qui est aussi une sorte de feuille blanche. Un espace qui donnerait à voir des modèles pas encore présents sur le plateau de Saclay. **Quatre dispositifs séparés sont envisagés : transformation valorisation déchet, un modèle de grande culture en micro parcelles, deux hectares en maraîchage, 1 hectare en démonstration.**

Un.e participant.e ajoute que l'ensemble des étudiants est très volontaire !